

# Le Viêt Nam sous la domination française (1884-1954)

Nguyễn Ngọc Châu

Beaucoup de Français pensent que la France avait beaucoup apporté au Viêt Nam en 70 ans de présence (1884, traité Patenôtre – 1954, accords de Genève). Qu'en était-il en réalité ?

Extraits de « *Viêt Nam – L'Histoire politique des deux guerres- Guerre d'indépendance (1858-1954) et Guerre idéologique (1945-1975)* », préfacé par l'historien Pierre Brocheux, auteur Nguyễn Ngọc Châu, édité par les Éditions Nombre 7, Nîmes (édition 2022), France, disponible sur Amazon. Information au lien suivant

<https://drive.google.com/file/d/1wAjGtHC4jEfRbtUywxkPcbuf9oMy6ba6/view?usp=sharing>

La version Anglaise « *Viêt Nam – Political history of the two wars- Independence war (1858-1954) and ideological war (1945-1975)* » préfacée par le Professeur Janet Hoskins (University of Southern California, LA), est disponible sur Amazon. Sa table des matières se trouve au lien suivant:

<https://drive.google.com/file/d/1tdD3mnUaVPZUNVzTemtFJcqUpSWBsDi/view?usp=sharing>

## 1. La division en trois États

Dans son livre *Histoire du Vietnam contemporain, la nation résiliente*, Ed. Fayard, le professeur Pierre Brocheux explique les possibles raisons de la division du Viêt Nam en trois entités. Il cite l'extrait suivant de "Note sur la répartition de nos forces militaires en Indochine" du 15 July 1885 de Jules Harmand, dans "Mémoires et Documents Asie", t.57, p.112-15.

Jules Harmand (1845-1921) était médecin de la marine, explorateur (mission Francis Garnier) et diplomate (commissaire de France aux Viêt Nam, Laos et Cambodge). Il représentait le gouvernement français de la Troisième république lorsqu'il cosigna le traité de Hué en août 1883, traité par lequel la cour de Hué reconnaissait le protectorat français sur l'Annam et le Tonkin (les provinces du sud /Lục Tỉnh avaient déjà été conquises et annexées sous le nom de Cochinchine).

*« Nous ne devons pas oublier que la nation annamite, d'une homogénéité sans exemple dans toute l'Asie, compose une unité positivement redoutable pour un conquérant très éloigné de sa base d'opérations, un peuple dont l'histoire, depuis les temps les plus lointains jusqu'à nos jours, le fait apparaître à l'observateur comme possédant au plus haut degré l'esprit de patriotisme, ou plus exactement le sens de la race, et qu'il serait très dangereux pour nous de le voir se réunir tout entier dans une haine commune dont nous serions l'objet [...] . Qu'on soit donc convaincu d'une chose, c'est qu'il n'y a, pour ainsi dire, qu'un seul Annamite depuis le Kouang-Si jusqu'aux frontières du Cambodge et du Siam, que tous les Annamites ont les mêmes idées, les mêmes mœurs, les mêmes aspirations, les mêmes rancunes, la même organisation comme ils ont la même langue et les mêmes lois; qu'il y a moins d'antagonisme réel entre les Annamites du Tonkin et leurs frères du Sud qu'il y en a chez nous entre un Breton et un Provençal et qu'il n'existe pas en particulier un seul "Tonkinois" qui désire voir ses mandarins "annamites" remplacés par des chefs français [...] . Il n'est pas en Annam un seul lettré et même un seul enfant à l'école, un seul homme du peuple qui ne connaisse les noms et les hauts faits, devenus légendaires, des rois et des chefs de bande qui ont levé, pendant des siècles, l'étendard de la révolte contre les envahisseurs chinois et ont réussi enfin à les chasser [...] . C'est pour ces raisons que nous devrions scinder l'Annam en plusieurs tronçons [...] , disloquer la cohésion de l'Annam, le découper, pour ainsi dire, en une série de segments ou de tronçons, sans qu'il ne puisse jamais réunir toutes ces forces contre nous » .*

« Autrement dit, le diplomate français qui avait officialisé la fracture de l'état Vietnam ou Đại Nam en trois entités politico-administratives, souligne l'ancienneté et la forte cohésion de la nation vietnamienne » m'écrit Pierre Brocheux.

La décomposition du Việt Nam en trois *kỳ* n'était donc pas fortuite. Mais pourquoi trois ? Parce que les Français ont remarqué que les peuples des trois régions Nord, Centre et Sud du pays se différencient par des spécificités propres qui sont façonnées par l'environnement dans lequel ils vivent.

Cela commence par l'accent qui est particulier à chaque région. Par exemple, les gens du Sud ne distinguent pas les mots qui ont un accent ~ ou ? sur une voyelle dans leur prononciation, ce que font très bien les gens du Nord.

La terre d'alluvions du Sud, fertile et importante, fait de ceux qui y vivent des gens prompts à la bonne chère, à l'individualisme, à l'indiscipline, mais aussi à la réactivité et à l'initiative.

La présence de la Cour impériale à Huế et la terre rare entre les montagnes et la mer ont fait des gens de la région du Centre des personnes discrètes et secrètes – certains disent que le Công An (la police) secrète en est peuplée - et les ont rendus solidaires à l'extrême entre eux.

Dans la région du Nord beaucoup moins fertile que le Sud, l'autorité centrale ne pénètre pas toujours dans l'enceinte des villages qui ont leurs propres règles. Les gens du Nord sont réputés pour bien parler (sans pour autant toujours agir suivant ce qui est dit). Ils font ainsi des politiciens, des écrivains, des compositeurs de musique, des chercheurs,... remarquables.

L'origine des gens souvent explique et reflète ce qui se passe dans leur vie et leurs actions. Les Présidents Ngô Đình Diệm, Hồ Chí Minh, Nguyễn Văn Thiệu sont des gens respectivement du centre, du nord et du sud du Centre Việt Nam. Les agités Hòa Hảo, Cao Đài et Bình Xuyên étaient du Sud, et les partis nationalistes Đại Việt et VNQDĐ du Nord avant de descendre au Sud. L'économie du Sud a toujours été la plus florissante. Etc...

Voici un poème populaire contemporain qui exprime cette différence entre les gens des trois régions :

Le Sud a beaucoup de gens cupides Ils mangent comme s'ils veulent tout casser, ils travaillent comme des fous Ils aiment bien avoir de l'argent en poche Ils ne sont pas encore mariés et ils pensent déjà à une seconde épouse Toute la journée, ils picorent Il n'y a qu'une seule résolution et ils n'arrivent pas à finir de l'étudier.	<i>Miền Nam có lắm thằng tham Ăn thì như phá, làm thì như điên  Trong túi chỉ thích có tiền Chưa cưới vợ một nghĩ liền vợ hai  Suốt ngày chỉ thích lai rai Có một nghị quyết học hoài không xông</i>
Le Centre a beaucoup de gens intelligents Ils entrent par la porte d'entrée aussi bien que par la porte de derrière Toute la journée, ils ne rêvent que de devenir riches, Ils dépensent et demandent au bon endroit. Ils connaissent par cœur les résolutions Ils parlent à M.Kiệt, Mr. Mười (*) les écoute aussi	<i>Miền Trung có lắm thằng khôn Nó chun ngõ trước, nó lườn ngõ sau.  Suốt ngày chỉ thích làm giàu,  Nó chi đúng chỗ, nó câu đúng nơi. Nghị quyết nó thuộc từng lời, Nó nói Ông Kiệt, ông Mười cũng nghe.</i>
Le Nord a beaucoup de fous Ils ont de l'argent en poche et ils disent qu'ils n'en ont pas	<i>Miền Bắc có lắm thằng điên Trong túi có tiền nó bảo là không.</i>

Toute la journée ils courent partout, Ils parlent comme des saints, mais n'agissent pas. Heureusement ils ne se découragent pas Quelque soit le type de la résolution, ils la connaissent par cœur.	<i>Suốt ngày chỉ chạy long nhông, Miệng nói như thánh, nhưng không làm gì. Cũng may nó có tánh lì Nghị quyết kiểu gì nó thuộc cũng xong.</i>
--	--

(\*) Premier ministre Võ Văn Kiệt et Secrétaire Général Đỗ Mười

## 2. Une colonie et non une colonie et deux protectorats

En principe, une politique d'“*assimilation*” était appliquée au Sud, devenue une colonie dès 1862, et celle d'“*association*” au Centre et au Nord supposés être des protectorats. Mais dans la réalité, il n'y eut ni “*assimilation*”, qui aurait rejoint les revendications du Parti Constitutionnaliste de Bùi Quang Chiêu, ni “*association*”, les Vietnamiens ayant été dépouillés progressivement de tout pouvoir. C'était une domination absolue, avec des libertés restreintes de réunion, de presse, ... et une Sûreté omniprésente prête à la répression, exprimée plus diplomatiquement par la formule « *beaucoup de dépendances, très peu d'autonomie, et un peu d'assimilations*<sup>1</sup>. »

En 1937, L'Indochine avec ses 24 millions d'habitants, était gérée par 4 654 Français, alors que l'Inde, dix fois plus importante, était administrée par 1 400 fonctionnaires britanniques<sup>2</sup>.

## 3. La gestion du pays

Pendant 29 ans – de la date de l'attaque de Đà Nẵng (1<sup>er</sup> septembre 1858), à celle de la création de l'Indochine française (15 novembre 1887) – il y eut 28 commandants en chef d'Indochine. Durant 58 ans, de la date de la création de l'Union Indochinoise (1887) à celle du coup d'État des Japonais (1945) qui prirent le pouvoir de toute l'Indochine au détriment de la France, il y eut 38 gouverneurs généraux de l'Indochine (GGI).

La majorité des GGI exercèrent leur mandat durant moins d'un an, et neuf l'effectuèrent pendant plus de deux ans. Seuls quelques-uns de ces hommes avaient une vraie vision de ce qu'ils voulaient faire, mais les résultats restaient loin de la volonté annoncée. La politique des uns souvent faisait un pied de nez à celle des autres.

Deux des neuf pouvaient être qualifiés de constructeurs – le futur président de la République, Paul Doumer (février 1897 à octobre 1902), et Paul Beau (octobre 1902 à février 1907) – et deux de réformateurs : Albert Sarraut (novembre 1911 à décembre 1914 techniquement, et novembre 1916 à mai 1919) et Alexandre Varenne (novembre 1925 à janvier 1928)<sup>3</sup>.

Le nombre de gestionnaires pendant toute la période de domination française montre qu'il y eut peu de souci d'asseoir une politique cohérente à long terme.

## Une colonie d'exploitation

L'Indochine était une colonie d'exploitation, et non une colonie de peuplement comme l'Algérie. Il y eut ainsi peu de colons: 0,18% d'Européens et assimilés d'une population indochinoise de 24 millions d'habitants alors qu'il y en eut plus de 10% en Algérie.

Indochine (1940)	Population (millions)	Européens et assimilés (*)	
		(milliers)	(%)
Tonkin	9	18	0,21%

<sup>1</sup> *La décolonisation, 1919-1963*, Henri Grimal, éd. A. Colin., 1965.

<sup>2</sup> *Government and Revolution in Việt Nam*, Dennis J. Duncanson, Oxford University Press, 1968.

<sup>3</sup> Qualifiés ainsi par François Guillemot dans son *Viet-Nam, fractures d'une nation*, Ed. La découverte, 2018.

Annam	6	5	0,09%
Cochinchine	5	16	0,35%
Cambodge	3	3	0,08%
Laos	1	1	0,06%
Total	24	43 (39 de nationalité française )	<b>0,18%</b> (0,16%)

(\*) <http://belleindochine.free.fr/Recensement.htm>. En Algérie, pays de peuplement, les Français et assimilés représentaient plus de 10 % de la population ( plus d'un million de « pieds noirs » - *Les vérités cachées de la Guerre d'Algérie*, Jean Sévillia Fayard, 24 octobre 2018).

Dans une colonie d'exploitation, l'industrie locale n'était pas encouragée. Il fallait consommer des produits venant de la métropole (50 % de ses importations à la veille de la Seconde Guerre mondiale) et lui fournir à un prix sans concurrence les produits de ses ressources minières et agricoles (25 % de ses exportations en 1939), seuls secteurs d'activité autorisés à être développés. Les investissements métropolitains se firent principalement vers les mines (de charbon en particulier, au Nord), la riziculture (2<sup>e</sup> exportateur mondial de riz en 1939, 60 % des revenus d'exportation), les plantations d'hévéas (plus de 25 % des exportations en 1939), de thé et de café, ainsi que certaines industries de transformation, comme les cimenteries, le textile, les manufactures de tabac, les distilleries d'alcool de riz <sup>4</sup>. Des 188 000 hectares reçus par les colons français au Nord de 1896 à 1901, 30 000 hectares à peine restèrent encore leur propriété en 1930. Plusieurs maisons d'import-export virent le jour (Denis Frères d'Indochine, Société Marseillaise d'Outre-mer, etc.).

Pour ce qui était autorisé, il y eut vraiment des efforts: « *La surface consacrée aux plantations d'hévéas passa de 3 000 hectares à 12 000 hectares entre 1924 et 1929, une augmentation de 400 pour cent en l'espace de cinq ans. De même, entre 1914 et 1929, le nombre de travailleurs dans les établissements industriels grimpa de 55 000 à 140 000, ce qui représentait une augmentation totale de 150 pour cent, ou une croissance moyenne annuelle de 17 pour cent, et cela malgré la Première Guerre mondiale, qui occupa quatre années de cette période.* » <sup>5</sup>

« *L'élite annamite, parfaitement informée des réussites du Japon, de la Chine, puis du Siam, et des Philippines dans le domaine de l'industrie, se demande si c'est bien dans l'intérêt des indigènes que les pouvoirs publics prononcent en Indochine l'interdit contre cette même industrie.* » <sup>6</sup>

### Une Indochine rentable

À quoi servaient une colonie et des territoires sous contrôle, sinon à être exploités et à enrichir la métropole ? Et, pour avoir les mains libres, il fallait avoir tous les pouvoirs.

C'est ce que fit Paul Doumer, GGI de février 1897 à octobre 1902. Il fut celui qui fit de l'empereur et de sa cour des pantins à la solde des Français en leur prenant tout ce qui restait encore de leur pouvoir.

Il voulait démontrer que l'Indochine française était rentable, d'où ses efforts de ne pas recourir à des subventions de la métropole : création d'un budget général pour toute l'Indochine, alimenté entre autres par des impôts indirects nouveaux comme ceux sur le sel

<sup>4</sup> *Quelques témoignages sur la guerre d'Indochine, de 1945 à 1954*, Maurice de Poitevin, Collection Lauragais-Patrimoine, Société d'Histoire de Revel-Saint-Ferréol, 2011.

<sup>5</sup> *Vietnam : an indépendant point of view* (Vietnam : un point de vue indépendant), de Nguyễn Ngọc Bích, dans *China Quarterly*, mois 1-3, 1962, et dans *North Vietnam today : Profile of a Communist satellite* (Nord Vietnam aujourd'hui : Profil d'une satellite communiste), de P.J. Honey. Le texte intégral traduit en français se trouve dans *Le Temps des Ancêtres, Une famille vietnamienne dans sa traversée du XXe siècle* de Nguyễn Ngọc Châu, éd. L'Harmattan, 2018.

<sup>6</sup> *Nouveaux aspects du problème économique indochinois*, Paul Bernard, 1937.

(dans un pays où l'on consomme beaucoup de *nước mắm* (sauce de saumure)), l'opium et l'alcool de riz, trois produits dont l'administration s'arrogea le monopole du commerce; augmentation des taxes locales, dont celle de 50 % imposée durant chacune des années 1897 et 1898; création d'impôts nouveaux, dont ceux sur les produits étrangers importés; et mise en place d'infrastructures destinées à favoriser le développement de l'économie : ponts, routes, lignes de chemin de fer, ports, etc.

### Les infrastructures

Les lignes de chemin de fer, considérées nécessaires pour développer le pays, représentaient, en 1939, 2,997 km, dont 2,136 km qui reliaient Hà Nội à Sài Gòn en passant par de nombreuses villes au Centre, et 850 km qui permettaient d'aller de Hà Nội et Hải Phòng à Lào Cai (partie sur territoire vietnamien de 384 km), puis de Lào Cai à la ville de Kunming (*Côn Minh* en vietnamien) en Chine (partie sur terre chinoise). Une autre ligne reliait Sài Gòn à Mỹ Tho.

Le réseau des routes à la même époque s'étendait sur une longueur de 23,987 km, dont une voie qui reliait Hà Nội à Sài Gòn. De nombreux ponts sur les grands axes de circulation assuraient la fluidité du transport routier : pont Doumer à Hà Nội, pont Bình Lợi dans le Sud, pont de Tràng Tiền à Huế, etc.

Les deux grands ports commerciaux construits sur rivière : Sài Gòn à 80 km, et Hải Phòng à 40 km, complétaient le réseau des ports existants Đà Nẵng, Quy Nhơn, Hội An, Nha Trang...

Beaucoup d'opérations de défrichage de terres et de travaux hydrauliques furent menées, dans le Sud, où les terres étaient riches en eau, et où des travaux de drainage étaient nécessaires, et dans le Nord et le Centre, où il fallait consolider des digues, irriguer des régions insuffisamment alimentées en eau, et assécher des zones inondées<sup>7</sup>. « *L'œuvre réalisée classe la France parmi les puissances colonisatrices de l'Extrême-Orient qui ont le plus fait pour l'extension des rizières. Cette œuvre, essentiellement humaine, était impérative dans un pays vivant du riz et en manquant parfois ; nous pouvons en être fiers, sans jamais regretter les peines librement consenties, même si l'égoïsme des masses n'a point toujours voulu reconnaître la valeur du service rendu* », nota avec fierté l'ingénieur Julien Gauthier dans son *Indochine au travail dans la paix française*<sup>8</sup>.

Ces travaux permirent d'augmenter de beaucoup les terres cultivables et la production de riz.

Année <sup>9</sup>	Surface de culture de paddy (ha)	Riz exporté de Sài Gòn (tonnes)	Population du Sud (Cochinchine)
1880	522.000	284.000	1.679.000
1900	1.750.000	747.000	2.937.000
1937	2.200.000	1.548.000	4.484.000

<sup>7</sup> *L'agriculture vietnamienne dans « la paix française »*, Pham Cao Duong, Revue française d'histoire d'outre-mer, tome 66, n°242-243, 1er et 2e trimestres 1979.

<sup>8</sup> *L'Indochine au travail dans la paix française*. J Gauthier, Éditions Eyrolles, 1949.

<sup>9</sup> *Việt Nam thời Pháp đô hộ* (Le Vietnam au temps de la domination française), Nguyễn Thế Anh, nxb Khoa Học Xã hội 2015, Lửa Thiêng 1970.

## L'enseignement

Le successeur de Doumer, Paul Beau (1902-1907), eut à redresser le système d'éducation en décrépitude depuis l'arrêt total du système traditionnel. Il mit sur pied une Direction de l'Enseignement et en 1906, une université indochinoise fut inaugurée.

Il privilégia, pour le Tonkin et l'Annam, la logique du “*protectorat*” laquelle était basée sur un dialogue avec l'élite confucéenne, garante d'une certaine stabilité sociale. L'enseignement traditionnel était maintenu et complété par l'utilisation de la langue chinoise pour l'enseignement de la morale et des sciences morales et politiques et, à tous les degrés, des éléments des sciences mathématiques, physiques et naturelles en *quốc ngữ*. Cet enseignement, appelé “*franco-indigène*”, se fit à travers des écoles préparatoires, écoles primaires, écoles complémentaires (collège des interprètes, écoles pour les administrations techniques, etc.), écoles spéciales et écoles professionnelles.

Cette logique fut battue par celle de la “*francisation*”, une reproduction du système d'enseignement en France, soutenue par Antony Klobukowski, Albert Sarraut et leurs successeurs.

Antony Klobukowski (1908-1911), lui, préférant « *promouvoir l'enseignement, mais limiter l'effort au niveau du primaire, [...] afin de ne pas détourner les paysans de leur vocation agricole par l'appât d'emplois administratifs et de ne pas fabriquer des “demi-savants” dont la frustration pourrait tourner à la revendication nationale* »<sup>17</sup>, supprima l'université indochinoise en création lancée par Paul Beau.

Albert Sarraut (1911-1914, puis 1916-1919) fut critiqué par les colons de faire faciliter l'accès à l'enseignement secondaire et universitaire aux *indigènes*, et ainsi de préparer à l'élimination de la présence française au Viêt Nam.

Maurice Long (1920-1922) suivit les traces de son prédécesseur. Il développa les écoles pédagogiques et fit venir des agrégés de France pour enseigner aux Vietnamiens.

Martial Merlin (1923-1925), voyant que l'élite vietnamienne commençait à formuler des revendications, privilégia, comme Klobukowski, le développement de l'enseignement primaire pour fournir des agents subalternes dont avait besoin l'administration.

Alexandre Varenne (1925-1928) revint à une administration ouverte. Une Inspection de l'éducation fut créée pour unifier l'enseignement. Le *quốc ngữ* fut utilisé dans l'école primaire au lieu du français. L'Université de Hà Nội fut réorganisée, et une École de droit et une École de médecine virent le jour.

L'objectif des Français n'était pas la généralisation des savoirs occidentaux – leur diffusion était extrêmement sélective – mais « *la création et l'entretien d'une classe nationale d'intermédiaires “utiles” au maintien du régime colonial* <sup>10</sup> ». « *Conscientes des dangers que représentait l'apparition de mouvements démocratiques, les autorités françaises eurent en effet pour politique de limiter strictement la croissance du nombre des intellectuels : filtrage sévère à l'entrée des écoles, études en général incomplètes bien que très difficiles, surtout lorsqu'elles étaient susceptibles (en droit, par exemple) de former des leaders politiques, et ne débouchant que sur des emplois subalternes d'instituteurs indigènes, de secrétaires, d'interprètes.* »<sup>11</sup>

Finalement l'enseignement fut divisé en deux systèmes, un système *indigène* où tout était enseigné en *quốc ngữ*, le français étant une première langue “étrangère”, et un système français

---

<sup>10</sup> *La trajectoire éducative du Vietnam depuis 1945 : logiques politiques et logiques sociales*, de Jean-Yves Martin, dans Autrepart 2001, (n° 17) p 13 à 27.

<sup>11</sup> *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine*, Daniel Hémerly, éditions François Maspéro, 1975, cité par Jean-Yves Martin

au nombre d'écoles et de lycées limité, où tout se faisait en français et qui était au départ réservé aux enfants des Français : l'enseignement français concernait les cours primaire, primaire supérieur et secondaire, auxquels s'ajoutaient des écoles normales de formation des maîtres.

En Cochinchine, il y eut deux écoles qui allaient jusqu'au secondaire : le collège de Mỹ Tho en 1879, devenu, en 1953, le lycée Nguyễn Đình Chiểu, et l'autre à Sài Gòn, totalement en Français, réservé aux petits Français, de niveau primaire supérieur, plutôt que secondaire, créé par le décret du 17 novembre 1874. Ce collège devint en 1875 le collège Chasseloup-Laubat : 100 élèves *indigènes*, sélectionnés à partir des écoles provinciales, y entraient chaque année et y faisaient trois ans d'études en français, aux frais de l'administration. En 1907 furent créés le certificat d'études primaires et le certificat d'études complémentaires à côté du certificat d'études primaires supérieures français et du brevet élémentaire. Le *quốc ngữ* était devenu la seule forme d'écriture du pays.

Au Tonkin, où les concours triennaux furent supprimés en 1915, le *Trường Trung học Bảo hộ* (Lycée du protectorat), ou *Trường Bưởi* (lycée Bưởi), créé en 1908, fut rebaptisé lycée Chu Văn An par le gouvernement Trần Trọng Kim en 1945. En 1919, naquit le lycée français Albert-Sarraut qui ferma ses portes en 1965.

Au Centre, où les concours triennaux furent supprimés en 1919, le *Trường Quốc Học*, encore appelé *Trường Quốc Học Huế* (Lycée national de Huế) fut créé en 1896.

Ce fut entre 1905 et 1917 que les Français commencèrent à introduire les premiers essais d'enseignement technique et pratique. Puis les *indigènes* purent, soit continuer l'enseignement classique complet basé sur les pensées venant de Chine, soit, après un examen probatoire réussi, le quitter et suivre les dernières classes de l'enseignement secondaire.

Une École supérieure des sciences (1906, à Hà Nội), une École supérieure de médecine (1902 à Hà Nội avec Alexandre Yersin<sup>12</sup> comme directeur), une École des Beaux-Arts (1925 à Hà Nội) et des cours spéciaux pour former des agents techniques des Travaux publics et du cadastre virent le jour. En 1937, une université, avec une faculté de médecine et une faculté de droit, fut créée à Hà Nội. On peut citer aussi des écoles vétérinaires pour former des auxiliaires techniques aux vétérinaires européens

Il apparut, dans une enquête sur l'analphabétisme rural dans la province de Thanh Hóa en 1938, qu'« entre 3 % et 36 % de la population masculine concernée par l'école franco indigène savaient lire le français ou le *quốc ngữ* (le vietnamien romanisé) tandis que 48 à 56 % de leurs aînés lisaient encore couramment le hán (chinois classique vietnamisé, c'est-à-dire à la façon vietnamienne) ».<sup>13</sup>

En 1938 à Thanh Hóa	
Savoir lire le français ou le <i>quốc ngữ</i>	3 à 36 %
Savoir lire le <i>hán</i> (chinois vietnamisé)	48 à 56 %

En 1939, c'est-à-dire 56 ans après l'instauration du protectorat (1883), il y avait 645 600 enfants scolarisés (en primaire et en secondaire) et plus de 80 % d'illettrés pour une population de 22, 6 millions d'habitants pour toute l'Indochine, ce qui était nettement insuffisant.

<sup>12</sup> Médecin d'origine suisse naturalisé français, inventeur du bacille de la peste, Alexandre Yersin introduisit l'hévéa en 1899 dans la région de Nha Trang (où il décéda en 1943 l'âge de 79 ans), fonda l'École de médecine de Hà Nội en 1902 et dirigea les Instituts Pasteur d'Indochine jusqu'en 1924. Il a été nommé, à titre posthume, citoyen d'honneur du Việt Nam.

<sup>13</sup> Cité par Lê Thành Khôi dans sa Note de lectures dans la Revue Tiers Monde, tome 39, n°153, 1998, pages 223-230, en se référant à l'ouvrage « *L'école française en Indochine* » de Trịnh Văn Thảo, Karthala, 1995.

Les chiffres de l'année scolaire 1939-1940, par exemple, étaient comme ci (pour toute l'Indochine)<sup>8</sup> :

1939-1940	Enseignement				
	Public français (a)	Public indochinois	Privé (b)	Écoles étrangères (c)	Total
Lycées	3 000	525 000	86 000	25 000	
Écoles supérieures	3 800				
Écoles primaires	2 800				
Total	9 600	525 000	86 000	25 000	645 600

(a) 4 grands lycées (à Hà Nội, Sài Gòn, Đà Lạt et Huế), 300 indigènes pour 3000 élèves, 6 Écoles supérieures et 33 Écoles primaires

(b) 1 200 écoles privées, en majorité chinoises

(c) 400 écoles étrangères, chinoises pour la plupart

Diplômes délivrés en 1940	
Ingénieurs agronomes	10
Certificats MPC	6
Certificats MG	29
Licences en droit	26
Docteurs en médecine	11
Pharmaciens	7
PCB pour études en médecine	57
Bacheliers 1	450
Bacheliers 2	320
Brevets supérieurs	5
BEPC	116
CE élémentaire indigène	53 634
CE primaire franco-indigène	9 256
Total	63 927

Il n'y avait pas d'école d'ingénieurs techniques autre que pour l'agriculture (École supérieure d'agriculture, École supérieure d'agriculture et de sylviculture, etc.). Pendant longtemps, les diplômes universitaires délivrés au Viêt Nam ne permirent pas de poursuivre des études plus élevées en France, où ils n'étaient pas... reconnus !

Ces chiffres de l'année 1940 sont à rapporter à une population de 24 millions d'habitants pour l'ensemble des cinq "pays" composant l'Union indochinoise<sup>8</sup> (320 bacheliers pour 24 millions d'habitants !). À partir de 1940, avec l'arrivée des Japonais et la guerre d'Indochine, il n'y eut plus rien de nouveau.

La qualité de ce qui existait était bien présente et toute une intelligentsia vietnamienne vit le jour, bien formée par une éducation acquise au Viêt Nam et souvent complétée par des études en France<sup>14</sup>. Mais cela était nettement insuffisant pour répondre aux besoins de la population. L'accès à l'enseignement, et en particulier à l'enseignement supérieur, restait limité à des chanceux et à ceux qui avaient les moyens. Le nombre d'écoles et d'universités était nettement insuffisant pour toute la population.

<sup>14</sup> Nguyễn Thụy Phương dans sa thèse de doctorat intitulé « *L'école française au Vietnam de 1945 à 1975-De la mission civilisatrice à la diplomatie culturelle* ».



Il suffit de voir l'évolution en 1960, cinq ans après la fin de la présence française en 1954:

Effectifs	Enseignement				
	Année scolaire	Primaire	Secondaire	Technique/ Professionnel	Université
	1954/55	400 685	22 001	2 761	2 231
	1955/56	601 862	25 810	3 471	2 909
	1956/57	638 104	34 474	4 416	4 201
	1957/58	887 387	52 318	5 237	5 035
	1958/59	1 076 523	76 346	5 540	6 717
	1959/60	1 243 918	100 577	5 644	7 924
	1960/61	1 365 739	103 752	6 339	10 277
	1961/62	1 361 422	228 495	10 906	15 217

Effectif des écoliers et des étudiants dans la République du Viêt Nam de 1954 à 1962 <sup>15</sup>.

Effectifs	1954	1960
Études primaire et secondaire	592 095	1 638 000
Études techniques	2 028	12 600
Universités et Écoles supérieures	915	9 300

Effectif des écoliers et des étudiants dans la République Démocratique du Viêt Nam en 1954 et 1960

## La santé

Le nombre d'hôpitaux laissés au Sud Viêt Nam par les Français était de 112 (7 000 lits) en 1955. Cinq ans après, en 1960 1 126 nouveaux hôpitaux s'y étaient ajoutés, correspondant à un total de 20 800 lits. Le nombre d'hôpitaux avait été multiplié par 10 et le nombre de lits par 3, pour un accès aux soins qui soit plus proche des besoins de la population.

## L'inégalité flagrante

L'*indigène* n'avait pas les mêmes droits que les Eurasiens et les Français dans son propre pays. À diplôme égal, il gagnait beaucoup moins. Avec un diplôme acquis en cinq ans auprès d'une université française en France, un jeune Vietnamien de retour au pays se voyait offrir un poste subalterne et placé sous les ordres d'un Français qui, dans la plupart des cas, n'avait même pas fini ses études secondaires. L'exercice du pouvoir n'était pas simple lorsque certains indigènes possédaient plus de savoir que les colons.

Le seul moyen d'acquérir des droits politiques était de demander la naturalisation française dont l'acquisition permettait de bénéficier d'un statut particulier. Mais la sélection était rigoureuse, et le nombre d'élus était négligeable.

Un fonctionnaire, un administrateur français, à partir d'un certain niveau, avait sa carrière bloquée s'il se mariait avec une femme locale. Cela n'avait pas été écrit mais c'était la pratique usuelle.

À son premier séjour, Albert Sarraut avait pour mission de faire appliquer une nouvelle politique fondée sur l'association avec les dominés. Un certain nombre de Vietnamiens furent admis dans certains comités et assemblées, et quelques efforts furent accordés à l'enseignement et à la santé publique. À son second séjour, beaucoup de Vietnamiens, dont les membres du Parti Constitutionnaliste, furent déçus, car les réalisations ne suivirent pas les discours: les colons ne se laissaient pas faire, défendant jalousement leurs privilèges.

<sup>15</sup> *Nhìn lại Sử Việt* (l'Histoire du Viêt Nam réexaminée), Lê Mạnh Hùng, Ed. THXBMDHK, 2013.

Alexandre Varenne (1925-1928) changea les assemblées consultatives au Nord et au Centre en assemblées de représentants, et il permit aux Vietnamiens diplômés d'occuper, dans certaines administrations, des postes de responsabilité au même niveau que des Français. Il prit des mesures pour protéger les paysans, les ouvriers et les travailleurs des plantations d'hévéa.

#### 4. Les revendications des Vietnamiens

##### Lettre au gouverneur français de Phan Châu Trinh (1906)

En 1906, le lettré Phan Châu Trinh (1872-1926), dont le pseudonyme était Tây Hồ, qui privilégiait la lutte pacifique par des revendications pour des réformes, adressa au gouverneur général Paul Beau une lettre de douze pages, *Đầu Phách chính phủ thư* (lettre au gouverneur français) où il dénonçait, entre autres, ce que l'on pouvait lire dans *Les Lettres Tonkinoises de L'Indochine Républicaine à Hà Nội* en septembre 1903 : « Pour l'indigène, pas d'état civil, pas de cadastre, pas de justice ; en un mot, pas d'organisation administrative qui permette une répartition plus équitable des impôts, une perception régulière ; mais l'arbitraire dans la répartition, dans la perception, abandonnés en fait aux petits mandarinots, agents de pillage et d'exaction et de pires violences ; juges eux-mêmes des plaintes que soulève leur rapacité... ».

##### Les manifestations contre les taxes (1908)

Le régime fiscal mis en place par l'administration coloniale visait à réduire la dépendance budgétaire de l'Indochine vis-à-vis de la France et à obtenir les moyens pour se développer localement. À côté des taxes sur divers produits (sel, tabac, alcool, opium, bœufs, buffles, soie, bambou, étoffe, etc.), il y avait un système de rachat des corvées, appliqué en 1886 au Tonkin et étendu à l'Annam en 1897. À fin décembre 1907, il y avait trente jours de corvée dus par tout citoyen valide, dont le règlement (8 jours de corvée et 2,6 piastres) est résumé dans le tableau ci-après<sup>16</sup> :

Rachat des jours de corvée	Jours de corvée	Montant Impôt (Piastres)
Impôt personnel		0,2
Rachat 20 jours	20	2,0
Travaux communaux	8	
Rachat travaux communaux	2	0,4
Total	30	2,6

Pour payer cet impôt, les paysans devaient vendre leur moisson tout de suite à la récolte, c'est-à-dire au prix le plus défavorable, et acheter des piastres, qui étaient rares sur le marché, avec leurs sapèques (monnaie chinoise) ou bien vendre leurs biens pour s'acquitter des taxes et des impôts, car ceux-ci devaient être payés en une seule fois. Les délais de paiement, si l'on arrivait à les obtenir, étaient contraignants, et, le délai passé, des soldats venaient confisquer les biens. L'amende montait à plusieurs centaines de piastres. Les lettrés dénonçaient ce traitement et menèrent campagne pour déstabiliser les autorités coloniales. Après la décision du résident de la province de Quảng Nam le 6 février 1908 d'exiger le paiement immédiat de ces taxes, des manifestations se déclenchèrent.

“Couper les cheveux” qui était la mode des jeunes, devint un mouvement de gens aux cheveux coupés qui, à partir de mars 1908 allèrent réclamer des baisses d'impôts. Ce mouvement débuta à la province de Quảng Nam et se répandit dans tout le Centre. C'était la

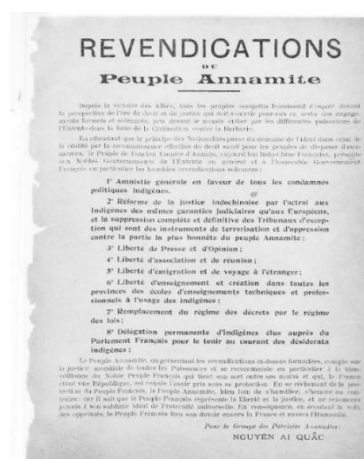
<sup>16</sup> *Le mouvement de protestation de 1908 contre les corvées et les impôts au Centre Việt Nam*, Nguyễn Thế Anh, *Colloque Échanges, Éthiques et Marchés, Europe-Asie, XVIIe-XXe*, La Rochelle, 13/12/1999.

*giặc cắt tóc* (guerre des cheveux coupés), appelée à Bình Định *giặc đồng bào* (guerre du peuple), puis, plus tard, *Dân biến Trung kỳ* (Mouvement du peuple du Centre), qui fut sévèrement réprimée par l'autorité coloniale<sup>17</sup>. La troupe, dépêchée, tira sur la foule et chargea à la baïonnette. Ceux qui étaient considérés comme responsables – des dirigeants du mouvement Duy Tân et d'autres, dont Huỳnh Thúc Kháng, Ngô Đức Kế, Lê Văn Huân, Nguyễn Đình Kiên, etc. – furent arrêtés et condamnés. Le gouvernement demanda au Japon de fermer les écoles qui recevaient les Vietnamiens et de chasser ces derniers hors du pays, ainsi que Phan Bội Châu et Cường Để. Phan Châu Trinh, qui était condamné à mort, vit sa peine commuée en emprisonnement et fut envoyé au bagne de Poulo Condor. Grâce à des amis français – le journaliste Ernest Babut et le commandant Jules Roux qui firent intervenir la Ligue des droits de l'homme et du citoyen – il fut assigné à résidence, puis libéré pour partir en exil à Paris en 1911.

### Texte de revendications remis au Congrès de Versailles (1919)

Un texte intitulé *Revendications du peuple annamite* (*Thỉnh nguyện của dân tộc Annam*) dont le signataire était le “*Groupe des Patriotes Annamites*”<sup>18</sup> représenté par le nom collectif “*Nguyễn Ái Quốc*”, fut remis, le 19 juin 1919, au congrès de la Paix à Versailles entre Allemands et Alliés réunis pour clore la fin de la Première Guerre mondiale. Il présentait les revendications suivantes :

- 1- *Amnistie Générale en faveur de tous les condamnés politiques indigènes,*
- 2- *Réforme de la justice indochinoise par l'octroi aux indigènes des mêmes garanties judiciaires qu'aux Européens, et la suppression complète et définitive des Tribunaux d'exception qui sont des instruments de terrorisation et d'oppression contre la partie la plus honnête du peuple Annamite,*
- 3- *Liberté de presse et d'opinion,*
- 4- *Liberté d'association et de réunion,*
- 5- *Liberté d'émigration et de voyage à l'étranger,*
- 6- *Liberté d'enseignement et création dans toutes les provinces des écoles d'enseignement technique et professionnel à l'usage des indigènes,*
- 7- *Remplacement du régime des décrets par le régime des lois,*
- 8- *Délégation permanente d'indigènes élus auprès du Parlement Français pour le tenir au courant des desideratums indigènes. »*



<sup>17</sup> *Quốc ngữ và nỗ lực “thoát Hán” của các Vua nhà Nguyễn* (Le *quốc ngữ* et les efforts pour échapper à la culture chinoise des empereurs de la dynastie des Nguyễn), Nguyễn Quang Duy, forum de bbc.com.

<sup>18</sup> En fait le groupe des Ngũ Long, les Cinq Dragons, que formaient Phan Châu Trinh (1872-1926), Phan Văn Trường (1876-1933), Nguyễn An Ninh (1900-1943), Nguyễn Thế Truyền (1898-1969) et Nguyễn Tất Thành le dernier venu (arrivé en 1919 juste avant le congrès) qui n'était autre que le futur Hồ Chí Minh.

Quelle ironie de devoir réclamer des libertés à la France dont la devise était Liberté, Égalité, Fraternité, et où naquit la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 avec la proclamation « *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en droits* » !

### « **L'Indochine moderne. Être ou ne pas être. Vers le dominion** » de Bùì Quang Chiêu (1925)

De passage à Paris en 1925, Bùì Quang Chiêu, chef du Parti Constitutionnaliste, remit au président de la République, au président du Conseil, au ministre de la guerre et à M. Varenne gouverneur général de l'Indochine un document « *L'Indochine moderne. Être ou ne pas être. Vers le dominion* » dans lequel il exprimait sa position résumée comme ci :

*La France a promis à l'empire d'An Nam, fort de 20 millions d'âmes, qu'elle a vaincu militairement, de l'aider à poursuivre le cycle normal de son développement, afin de l'amener au rang d'état moderne. Or l'Indochine est devenue le pays le plus arriéré de l'Extrême-Orient. Les revendications politiques suivantes des Vietnamiens ne sont rien que la France ne puisse pas accorder :*

- *Liberté de penser et d'écrire dans leur langue maternelle*
- *Liberté d'association et de réunion*
- *Liberté de voyage dans le pays comme à l'étranger, car pour la France, le "chemin de France est le chemin de l'anti-France"*
- *L'enseignement est à revoir, les certificats délivrés par l'Université de Hà Nội et le baccalauréat local ne permettant pas la continuation des études à la métropole, et d'après un gouverneur général, l'enseignement indigène devait se développer dans le "plan horizontal", tandis qu'un sous-gouverneur affirmait : "des intellectuels, nous n'en voulons pas"*
- *Insuffisance d'écoles à remédier : des enfants ne peuvent pas aller à l'école, faute de places (en Cochinchine, 72 809 scolarisés sur 600 000 en âge d'aller à l'école, pour 125 instituteurs français et 371 maîtres indigènes), quand on songe qu'auparavant, l'enseignement était totalement libre et gratuit et qu'aucune commune n'avait pas d'école<sup>19</sup>*
- *Réforme de l'administration où l'écart de poste et de salaire entre indigènes et gens de métropole est flagrant à égalité d'instruction*
- *Réforme des droits politiques : les Annamites, sujets français, ne jouissent d'aucun statut politique leur donnant un minimum de droits civiques et politiques. Droits de devenir citoyens français à certaines catégories d'Annamites*
- *Réformes sociales à mettre en place : protection des travailleurs, en particulier celle des enfants*
- *Représentation indigène à étudier*
- *Armée locale pour la défense de l'Indochine*
- *Fin du régime des monopoles : sel, etc. donnant lieu à des trafics scandaleux*
- *Fin de l'état où les débits et fumeries d'opium sont sur tout le territoire*
- *Fin de la régie d'alcool où les débits d'alcool accordés à quelques chinois, sont partout*

Dans des articles écrits dans le Việt Nam Hồn (L'Âme du peuple Vietnamien) de Nguyễn Thế Truyên à Paris, il dénonçait ce qui se passait au pays. Ainsi sur l'opium et l'alcool, il écrivait que « *Si au Việt Nam les écoles étaient aussi nombreuses que les débits d'alcool et d'opium, le*

---

<sup>19</sup> "... Les peuples asiatiques voisins assistent en témoins amusés à cette politique inattendue d'une nation protectrice occidentale qui cherche par tous les moyens à empêcher ses protégés d'apprendre sa langue et sa littérature " (il faisait référence au Japon qui ne se cachait pas pour le dire).

peuple vietnamien serait parmi ceux qui auraient le plus d'instruits. Pour aller à l'école, les enfants doivent fournir leur certificat de naissance, mais pour aller acheter de l'opium, ils n'ont rien à montrer ».

### **Le Đông Kinh Nghĩa Thục (L'école de l'Est de la Juste Cause)**

En 1907, des lettrés ouvrirent à Hà Nội le *Đông Kinh Nghĩa Thục* (L'École de l'Est de la Juste Cause) accessible aussi à la gent féminine, où le *quốc ngữ* était enseigné gratuitement et dont le but était d'éveiller le sentiment patriotique tout en élevant le niveau culturel populaire : « *Nous n'aurons pas à faire face à cette dualité orale/écrit. Notre écriture, nous la connaissons maintenant parfaitement. Dès qu'on parle, on entend notre langue ; dès qu'on écrit, on crée des textes en notre langue. On a donc ce qu'il faut pour développer l'esprit* ». Cette école ne dura que l'espace de neuf mois, ses promoteurs, ses animateurs et ses partisans furent arrêtés et emprisonnés au bague de Poulo Condor par l'administration coloniale, qui y voyait un danger qu'il fallait éradiquer tout de suite.

Les lettrés modernistes encourageaient les études, à travers des sociétés d'encouragement et d'exhortation et la création d'écoles libres en *quốc ngữ*. Ils conseillaient aussi de lire les textes, ou les traductions des textes en provenance de l'étranger<sup>20</sup>, d'aller se former en Chine et au Japon, comme le mouvement *Đông Du* (voyage vers l'est), puis en occident avec le *Tây Du* (voyage vers l'ouest).

Ces voyages, la lecture et l'ouverture de l'esprit à tout, permirent la découverte de nombreuses notions nouvelles – monarchie constitutionnelle, nation, démocratie, république, puis révolution, prolétariat, socialisme, communisme – qui faisaient réfléchir.

Tout cela n'était pas du tout du goût de l'administration coloniale qui faisait tout pour s'y opposer. En 1908, suite aux manifestations contre les taxes, elle demanda au Japon de fermer les écoles qui recevaient les Vietnamiens et de chasser ces derniers hors du pays, ainsi que Phan Bội Châu et Cường Đễ qui y résidaient.

\* \* \*

Ainsi, si on se plonge dans tout ce qui s'était passé durant la période coloniale, on découvre que la France n'avait pas été tendre pour l'Indochine. Celle-ci n'était qu'une colonie d'exploitation qu'il fallait exploiter à fond quitte à mettre en place quelques infrastructures nécessaires pour en tirer le maximum. Elle n'en était en aucun cas une protectrice venue de loin l'aider dans son développement avec ses connaissances techniques modernes. On était loin du Japon qui l'avait fait avec la Corée et Taiwan et les avaient rendus prêts pour s'industrialiser à leur indépendance.

À son fils Elliott, le président *des États-Unis Franklin D. Roosevelt* n'avait-il pas dit : « [...] *Prends l'Indochine : les Japonais contrôlent cette colonie à présent. Pourquoi a-t-il été facile, pour les Japonais, de conquérir ce pays ? Parce que les indigènes de l'Indochine étaient tellement opprimés qu'ils pensaient en eux-mêmes : « N'importe quoi plutôt que de vivre sous le régime colonial français... »* ». Il raconta aussi : « *J'ai vu Halifax [Lord Halifax, l'ambassadeur du Royaume Uni à Washington] la semaine dernière [...] et [j'ai confirmé mon opinion] que l'Indochine ne devrait pas être retournée à la France, mais qu'elle devrait être administrée par un régime de tutelle internationale. La France a eu ce pays, trente millions*

---

<sup>20</sup> Des traductions du Contrat social, de Rousseau, se vendaient dans les librairies de Hà Nội (ref. *L'idéologie de l'école en Indochine* (1890-1938) de Trịnh Văn Thảo).

*d'habitants, pendant presque cent ans, et les gens sont plus mal lotis qu'au commencement. [...] La France l'a exploité à fond pendant cent ans. Les peuples d'Indochine ont droit à mieux que cela. »*<sup>21</sup>.

Le monde avait évolué et la France refusait de s'en rendre compte : les États-Unis avaient accordé l'indépendance aux Philippines en 1946 ; l'Inde était devenue indépendante en 1947, une vraie indépendance qui donna de l'espoir aux pays de la région encore soumis au joug colonial ; la Birmanie devint officiellement indépendante des Anglais le 4 janvier 1948 ; et les Indonésiens des Hollandais le 1<sup>er</sup> décembre 1949. L'ex-empereur Bảo Đại qui avait fait tout ce qu'il avait pu, déplora : « *Vraiment les Français n'ont pas compris ce qui s'est passé en Extrême Orient* ».

Ce fut seulement le 28 avril 1954, deux jours après le commencement de la conférence de Genève, près de deux mois après le début des négociations (3 mars 1954), et probablement en réponse à la déclaration de Bảo Đại faite le 25 avril, que la délégation de Bửu Lộc et le côté français arrivèrent à s'entendre pour émettre une déclaration commune sur l'"*indépendance complète*" du Viêt Nam. Deux traités, l'un sur l'indépendance (« *la France reconnaît le Viêt Nam comme un État pleinement indépendant et souverain* »), et l'autre, sur les relations futures entre l'État du Viêt Nam et la France, furent finalement signés le 4 juin 1954, presque un mois après la défaite de la France à la bataille de Điện Biên Phủ (7 mai 1954).

La conférence de Genève se termina le 21 juillet 1954. Seuls les trois accords de cessez-le-feu au Laos, au Cambodge et au Viêt Nam furent signés par les représentants militaires des pays concernés. La solution politique était exprimée par une "*déclaration finale*" en treize points que personne ne signa, parce que les États-Unis et l'État du Viêt Nam refusèrent de le faire. Le Viêt Nam serait divisé en deux au niveau du 17<sup>e</sup> parallèle, le Viêt Minh regroupant ses forces au nord, et les Français et les Vietnamiens de l'État du Viêt Nam au sud<sup>22</sup>. Les élections générales pour l'unification du pays inscrites dans la déclaration étaient prévues pour avoir lieu en 1956 avec des discussions préliminaires débutant en 1955.

Les Français, finalement, durent quitter le pays après neuf ans d'efforts inutiles. Il ne pouvait pas en être autrement tôt ou tard : les Vietnamiens avaient déjà pu se sortir de plusieurs périodes de domination chinoise d'une durée totale de dix siècles.

---

<sup>21</sup> *La politique américaine au Viet-Nam*, article de Bernard B. Fall dans *Politique Étrangère*, année 1955, page 303 et 305.

<sup>22</sup> La population de 25 millions du pays allait se répartir en 13 millions au Nord et 12 millions au Sud.



# Viet Nam

Histoire politique  
des deux guerres

Guerre d'indépendance  
(1858-1954)

et

Guerre idéologique  
(1945-1975)

Nguyễn Ngọc Châu

Préface par Pierre Brocheux, historien

*Histoire*

NomBre7  
éditions





# Viet Nam

## Histoire politique des deux guerres

Guerre d'indépendance (1858-1954) et  
Guerre idéologique (1945-1975)

La **guerre d'indépendance** des Vietnamiens a mobilisé plusieurs générations qui luttèrent pour s'affranchir du colonisateur français. Pourquoi la France est-elle intervenue dans ce pays à l'autre bout du monde ? Quels bénéfices a-t-elle retiré de la colonie et des protectorats établis ? Pourquoi, finalement, est-elle partie en 1954 après presque un siècle de présence ? Qu'était la guerre d'Indochine dans cette guerre d'indépendance ?

Quand la **guerre idéologique** entre Vietnamiens, nationalistes et communistes a-t-elle vraiment commencé ? Pourquoi les Américains se sont-ils impliqués dans ce pays si éloigné de leurs frontières ? Comment les nationalistes ont-ils été vaincus par les communistes en 1975 alors qu'ils avaient les puissants États-Unis comme allié de poids ?

**Nguyễn Ngọc Châu** a vécu la guerre d'indépendance à travers plusieurs membres de sa famille, et la guerre idéologique, quand, après des études en France, il est retourné au Viet Nam pour travailler jusqu'à la chute de Saigon en 1975.

Pour lui, l'histoire a le rôle essentiel de transmettre aux nouvelles générations la connaissance de ce qui s'est passé et il s'est consacré à cette tâche avec ce livre après un premier écrit sur sa famille.

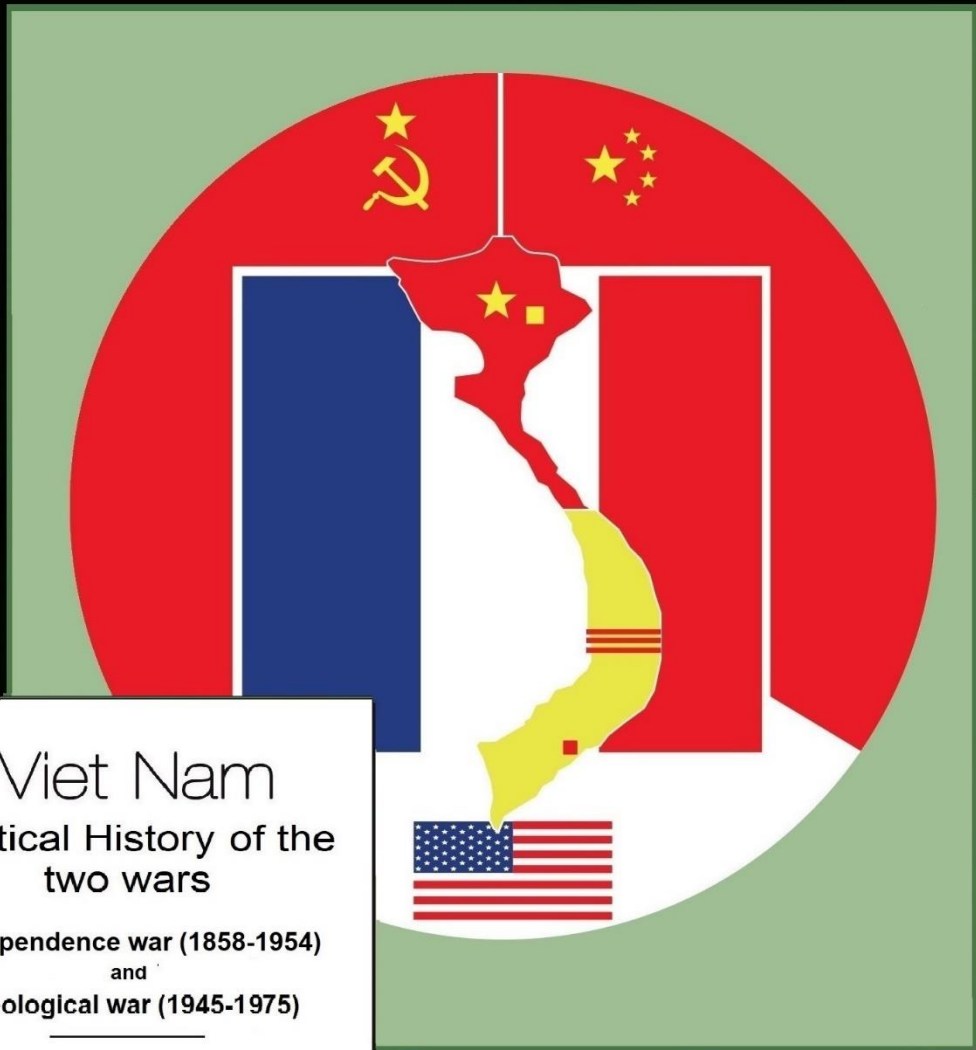
Viet Nam  
Histoire politique  
des deux guerres  
Guerre d'indépendance  
(1858-1954)  
et  
Guerre idéologique  
(1945-1975)  
**Nguyễn Ngọc Châu**

Préface par Pierre Brocheux, historien

24€<sup>TTC</sup>  
France

NomBre7  
éditions





Viet Nam  
Political History of the  
two wars

Independence war (1858-1954)  
and  
Ideological war (1945-1975)

Preface by Professor Janet Hoskins

Nguyễn Ngọc Châu

Viet Nam- Political History of the two wars-  
Independence war (1858-1954) and  
Ideological war (1945-1975)

Nguyen Ngoc  
Chau



Nguyễn Ngọc Châu experienced the Independence war through several members of his family, and the Ideological war directly when, after studying in France, he returned to Việt Nam to work until the fall of Sài Gòn in 1975.

For him, history has the essential role of transmitting to the new generations the knowledge of what happened. And he devoted himself to this task with this book after a first one on his family.

The Independence war of the Vietnamese mobilized several generations who struggled to be free from the French colonizer. Why did France intervene in this country on the other side of the world? What benefits did it get from the colony and the protectorates established? Why, finally, did it leave in 1954 after almost a century of presence?

When did the Ideological war between Vietnamese, nationalists and communists, really start? Why did the Americans get involved in this country so far from their borders? How were the nationalists defeated by the communists in 1975 while they had the USA as a strong ally?



Seen on Amazon.com

From the United States



Greg

★★★★★ EXCELLENT READ ON VIỆT NAM HISTORY

Reviewed in the United States on January 10, 2022

Verified Purchase

If you want to learn the real history of Việt Nam, read this book. The author explain perfectly what happened : the fact that he is Vietnamese allows him to understand and explain Vietnamese history much better than any foreigner could.

One person found this helpful